



Mardi 14 décembre 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les élus guadeloupéens regrettent l'absence de l'Etat à la table des négociations

Dans le droit fil de la signature, le 10/12/21, d'un protocole de méthode avec le collectif des organisations, les élus guadeloupéens mobilisés pour la sortie de crise ont adressé une invitation à ce dernier ainsi qu'au représentant de l'Etat, en vue de l'ouverture des négociations le mardi 14/12 à 10h sur le Campus de Fouillole.

L'objectif était le démarrage des négociations par atelier avec des délégations de 5 à 10 personnes par entité (Etat- Elus- Collectif).

Les élus ont reçu, le lundi 13/12, un courrier du collectif annonçant la venue d'une délégation de 16 personnes afin d'échanger prioritairement sur les questions de l'obligation vaccinale et du passe sanitaire.

Ce mardi 14/12, les élus présents sur place en délégation dans le respect de l'accord de méthode, ont constaté avec grand regret l'absence de l'Etat à la table des négociations.

Les élus ont donc réaffirmé l'impossibilité d'ouvrir le dialogue, en particulier sur des thèmes que le collectif considère comme prioritaires, et qui ne relèvent pas de leur périmètre de responsabilité.

Dans ce contexte, les élus entendent rappeler leur volonté d'engager des négociations en présence de l'État et des membres du collectif sur les points de revendication qui relèvent de leur compétence.

Les élus guadeloupéens mobilisés pour une sortie de crise continueront à travailler et à faire connaître leurs propositions dans l'intérêt du pays.

Justine BENIN, Ary CHALUS, Jean-Philippe COURTOIS, Victoire JASMIN, Guy LOSBAR, Victorin LUREL, Max MATHIASIN, Jocelyn SAPOTILLE, Olivier SERVA, Dominique THEOPHILE, Hélène VAINQUEUR-CHRISTOPHE.